

Aus der Le Quotidien
Ausgabe Le Quotidien
Dienstag, 11. September 2018
Seite 12
© Editpress Luxembourg s.a.

Réfugiés : «Il n'y a pas de problème»

LUXEMBOURG Serge Tonnar, de l'ASBL «Mir wëllen iech ons Heemecht weisen», milite depuis 2015 pour favoriser la rencontre entre Luxembourgeois et demandeurs d'asile.



Photo : capture d'écran youtube

En 2016, Serge Tonnar avait réalisé ce clip où des Luxembourgeois et des réfugiés dansaient ensemble pour promouvoir le vivre ensemble.

Hier, son ASBL a signé une convention avec le ministère de la Culture. Une bouffée d'argent frais qui va lui permettre de poursuivre sa mission interculturelle, dans un contexte de xénophobie pas toujours très rassurant...

De notre journaliste
Romain Van Dyck

A lors que vous devez passer les frontières en clandestins/ Notre petit pays peut montrer de la grandeur/ Parce que nous ne vous renvoyons pas/ Mais nous voulons vous montrer notre patrie» chantait Serge Tonnar en 2016, dans son clip *Mir wëllen iech ons Heemecht weisen* («Nous voulons vous montrer notre patrie» en français).

Un clip dont les paroles prenaient à rebrousse-poil un certain discours nauséabond sur les réfugiés, et qui détournait malicieusement le chant patriotique *De Feierwon* de Michel Lentz. «C'est une tactique que j'utilise souvent dans mes concerts ou mes pièces de théâtre. Je ne veux pas laisser le monopole des sujets patriotiques aux nationalistes ou aux faux patriotes» nous expliquait

hier l'artiste, qui avait convié la presse à la Bananefabrik.

Depuis 2015, avec l'ASBL «Mir wëllen iech ons Heemecht weisen», Serge Tonnar fait la promotion de «l'ouverture, la bienveillance et l'altruisme» qui sont, selon lui, les vraies expressions du patriotisme.

Et il n'est visiblement pas le seul. «En général, j'ai été très positivement surpris par la réaction de la société civile face à la question des réfugiés. Beaucoup de gens se sont engagés de façon bénévole, beaucoup d'initiatives ont été créées. Donc au début, j'étais très positif.» Au début? «Maintenant, je le suis un peu moins.»

La faute aux réseaux sociaux, dit-il : «Sur ces réseaux, mais aussi sur les sites de la presse, je trouve qu'il y a des commentaires très inquiétants. La presse a aussi une responsabilité quand elle ne choisit que certains angles pour provoquer la polémique. Et je suis inquiet que beaucoup de gens expriment des positions anti-immigrations, anti-réfugiés, xénophobes, et de plus en plus à découvert.»

Certes, la situation au Luxembourg

est pour l'instant moins grave qu'«en Italie ou en Pologne». Mais il constate que le sujet sera sensible lors des prochaines élections. «Quand je vois l'ADR qui parle de sécuriser les frontières, etc., etc. Il n'y a pas de problème de réfugiés au Luxembourg! On n'en a pas suffisamment pour qu'il puisse y avoir de vrais problèmes. Et puis, c'est notre devoir d'accueillir les réfugiés, ensuite c'est la loi qui décide s'ils peuvent rester. C'est aussi simple que ça.»

► Le rôle crucial de la société civile

Sur l'accueil des réfugiés, le Luxembourg déclare souvent qu'il fait sa part... «Oui, mais le gouvernement ne peut pas tout faire. C'est pour ça qu'il s'appuie sur les initiatives citoyennes sans lesquelles l'accueil des réfugiés serait beaucoup moins structuré.» Dont son ASBL qui, depuis octobre 2015, organise des activités «stimulant le dialogue interculturel». Concrètement, il s'agit de faire en sorte que résidents et réfugiés se rencontrent,

échantent et s'enrichissent mutuellement (*lire ci-dessous*).

D'abord portée par ses seuls bénévoles, l'ASBL a ensuite profité de l'aide de l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse-Charlotte. Une collaboration qui cessera pourtant en 2017, «car on a trouvé que ce n'est pas à une œuvre caritative d'assumer cette politique. Elle a fait un travail formidable en la déclenchant, mais on a estimé que le secteur privé et les pouvoirs publics devaient prendre leurs responsabilités, et c'est pour cela qu'on a cherché d'autres financements.»

Mission accomplie puisque après avoir reçu en 2018 le soutien de la Ville de Luxembourg et de la fondation Losch, l'ASBL vient de signer une convention avec le ministère de la Culture, qui apportera une contribution financière jusqu'en 2020 (*lire ci-dessous*). «Grâce à cette garantie de financement, on peut mieux se concentrer sur notre programme interculturel. Car ces dernières années, j'ai surtout fait des recherches de fonds, et cela ne devrait pas être ma priorité!», souffle Serge Tonnar.